

500471

SOKOL

CHARLES

28/11/2004

---

Note de délibération : 19.4 / 20

---



Numéro d'inscription 5 0 0 4 7 1

Signature

Né(e) le 2 8 / 1 1 / 2 0 0 4

Nom S O K O L

Prénom (s) C H A R L E S

19.4 / 20



Épreuve : ESH

Sujet  1 ou  2  
(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille 0 1 / 0 3

Numéro de table 0 0 7

Commencez à composer dès la première page

En 1981, dans le cadre d'une politique de relance, le gouvernement Mauroy augmente les minima sociaux de 25%, et le SMIC de 10%, tout en embauchant près de 170 000 fonctionnaires. La hausse du pouvoir d'achat était abusivement envisagée comme un levier visant à déclencher des multiplicateurs. Pourtant, le déficit commercial français n'est creusé entre 1981 et 1983, contraignant le gouvernement à mener trois dévaluations forcées. La volonté d'utiliser le pouvoir d'achat comme instrument a paradoxalement nuit aux objectifs de la politique conjoncturelle.

Le pouvoir d'achat désigne la possibilité pour les agents économiques de s'acquitter d'un prix faible pour des biens et des services. A l'échelle microéconomique, le consommateur recherche le pouvoir d'achat par sa préférence pour les mélanges : son accès à une forte diversité de produits accroit son bien-être individuel. A l'échelle macroéconomique, il est une nécessité pour les ménages et constitue donc une composante de la demande globale. Les

⊗ : relativement à leur revenu

entreprises ont également besoin d'un certain pouvoir d'achat dans le cadre de leur consommation inter-médiaire.

La volonté d'accroître le pouvoir d'achat ne concrétise surtout pendant les Trente Glorieuses. M. Aglietta (1976) caractérise en effet le passage du mode de régulation concurrenriel - bourgeois (1800 - 1929) au mode de régulation monopoliste d'accumulation fordiste (1945 - 1973) par un changement du rapport salarial. Celui-ci devient alors plus favorable aux salaires relativement aux profits dans le cadre global. La moyennisation de la société, illustrée par le Strabibide de H. MENDRAS met en évidence cette hausse de pouvoir d'achat des ménages.

A priori, la volonté d'augmenter le pouvoir d'achat semble être un objectif, car il témoigne de l'enrichissement de long terme et d'une hausse du niveau de vie. Il est possible de le mesurer à l'aide du PIB par habitant, du salaire médian ou moyen, du seuil de pauvreté, ou encore de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC). En ce sens, l'objectif de pouvoir d'achat peut être menacé par un essoufflement de la croissance, des inégalités et une pauvreté fortes ou encore une inflation élevée. Cependant,

Le pouvoir d'achat peut aussi être envisagé comme un instrument permettant d'atteindre les objectifs du «sauf magique» de N. KALDOR (1971): un taux de croissance élevée, un taux de chômage faible, une inflation maîtrisée et un solde commercial équilibré. La théorie keynésienne considère ainsi qu'un pouvoir d'achat élevé pour les classes moyennes permet d'augmenter la progression à consommer, ce qui facilite le déclenchement de multiplicateurs. Les objectifs de Kaldor comme le plein-emploi pourraient être atteints par une hausse du pouvoir d'achat.

Des lors, est-il vraiment un objectif ou un instrument permettant d'en atteindre d'autres ?

Si le pouvoir d'achat semble correspondre à l'objectif de l'enrichissement de long terme (I), il ne peut être réduit à cela et constituer un instrument de la politique économique (II). Ainsi, la vocation du pouvoir d'achat dépend d'un arbitrage entre sa maximisation à court ou long terme (III).

\*

\*

\*

Le pouvoir d'achat des individus est un objectif de la croissance économique issu de la hausse des revenus (A). Il va aussi de pair avec la baisse des prix dans un cadre concurrentiel (B).

La hausse du pouvoir d'achat est une fin de la croissance, permise par la réalisation de gains de productivité. Pour A. SMITH (Recherche sur

la nature et les causes de la richesse des nations, 1776,  
la division du travail constitue le moteur de  
la croissance économique, et donc de la hausse des  
revenus. L'extension des marchés, la parallélisation  
des tâches ainsi que la spécialisation et la hiérarchisation  
de la main d'œuvre sont pour la création  
de richesses. Elles permettent donc la hausse du pouvoir  
d'achat en augmentant le revenu réel.

Le pouvoir d'achat est un objectif du  
processus d'enrichissement des individus. Ils choisissent  
de travailler et épargner davantage afin d'augmenter  
leur pouvoir d'achat de façon durable. Dans  
« Time to build aggregate fluctuations » (1982), KYDLAND  
et PRESCOTT affirment que face à un choc de  
productivité positif, les individus élaborent un  
arbitrage favorable au travail et à l'épargne au  
détriment de la consommation et du loisir. Cela leur permet  
ainsi de réaliser des gains de productivité, et de bénéficier :  
les revenus augmentent et les coûts unitaires diminuent,  
de sorte à augmenter le pouvoir d'achat.

Le pouvoir d'achat est un objectif non seulement  
issu de la hausse des revenus, mais aussi de la baisse des  
prix. Il augmente notamment lorsque l'économie  
est fortement concurrentielle. Dans « The welfare  
cost of tariffs, monopolies and theft » (1967), G. TULLOCK  
soutient ainsi qu'en situation de monopole, le  
producteur connaît la seule demande, et  
fixe le prix qui maximise son profit, il est

Numéro d'inscription

500471

Né(e) le

28 / 11 / 2004

Signature

Nom

SOKOL

Prénom (s)

CHARLES

19.4 / 20

Ecricome

Épreuve: ESH

Sujet  1 ou  2

(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille

02 / 03

Numéro de table

007

Commencez à composer dès la première page

« price taker ». Dès lors, le prix se retrouve plus élevé qu'en situation de concurrence pure et parfaite : le consommateur perd en pouvoir d'achat. Ainsi, le pouvoir d'achat est l'objectif des politiques de la concurrence, et non un moyen. L'Acte unique de 1986 visait en ce sens à maximiser le pouvoir d'achat des consommateurs européens, empêchant les entreprises de se constituer des rentes.

De la même manière, l'ouverture commerciale des économies a pour objectif le pouvoir d'achat. Pour R. VERMON (1966), les produits exportés ont un cycle de vie : à court terme, ils sont élus, leur compétitivité est sous-prix. A long terme, plus il se diffuse, plus ils réalisent des économies d'échelle et le taux d'équipement des ménages s'accroît : ils veulent maximiser leur pouvoir d'achat ; et vont donc se contenter du prix dans leur critères d'achat. La concurrence internationale témoigne donc du fait que le pouvoir d'achat semble avant tout constituer un objectif. Néanmoins, il est possible que

Cette conception ne voit pas incompatible avec le fait de considérer le pouvoir d'achat comme un levier des politiques économiques dans certains contextes.

\*

\*

\*

D'une part, la hausse du pouvoir d'achat peut être un levier dans le cadre de politiques conjoncturelles favorables à la demande (A). D'autre part, il semble risqué de réduire le pouvoir d'achat à un objectif en matière de soutenabilité écologique (B).

Des politiques de redistribution verticale, favorables au pouvoir d'achat des classes précaires, accroissent l'efficacité de la relance budgétaire. Pour J. M. KEYNES (Théorie générale de l'emploi, l'intérêt et la monnaie, 1936), de telles politiques redistributives n'auraient mesquines, car les plus pauvres ont la propension à consommer la plus élevée. En effet, le déclenchement de multiplications est contraint par l'épargne, qualifiée par KEYNES de « réverse ».

$$Y = C + I + G$$

$$\Delta Y = c \cdot \Delta Y + \Delta G$$

$$\Delta Y = \frac{\Delta G}{1-c}$$

(équilibre anglo-ressources)

(relaxe budgétaire)

C: consommation

Y: PIB

I: investissement

G: dépense publique

La hausse de la propension à consommer (c) d'une économie nationale accroîtra donc le multiplicateur budgétaire: la hausse de pouvoir d'achat va donc permettre de rendre plus efficace l'intervention de l'Etat en matière de stabilisation conjoncturelle.

Assurer un pouvoir d'achat élevé aux agents économiques encore plus une ressource en temps de crise. La redistribution horizontale permet de lisser le cycle Juglar grâce aux stabilisateurs automatiques. Pour J. HICKS (1950), le PIB d'une économie fluctue entre un PIB profond (qui dépend de la croissance démographique et de l'accumulation de capital), et le PIB plancher. Le dernier dépend de la consommation incompressible ( $C_0$ ), elle-même assurée par la protection sociale des agents face aux risques de la vie (chômage, invalidité, maladie...). Ainsi, augmenter le pouvoir d'achat permet d'augmenter cette consommation incompressible, de sorte à lisser le cycle court. En 2021, P. KRUGMANN soutient ainsi que la France est parvenue à faire face aux conséquences économiques de la pandémie du Covid 19, grâce à la générosité de sa protection sociale assurantielle.

Non seulement le pouvoir d'achat peut être un instrument, mais la recherche d'un objectif de société peut être résumée en matière de soutenabilité économique. En 1974, R. EASTERLIN constate que le revenu des américains a augmenté de 60% en termes réels sur la période 1945-1970, alors qu'en même temps le fait des américains qui se disent « heureux » a stagné. En effet, cette hausse du pouvoir d'achat n'est pas nécessairement synonyme de bien-être. Il existerait en effet à partir duquel la hausse du pouvoir d'achat n'améliorerait plus les conditions de vie, des rendements décroissants de l'enrichissement, mais aussi une forme d'accoutumance à la consommation ainsi qu'une insatisfaction permanente liée à la « course consumériste ». Les théoriciens de la décroissance vont plus loin dans cette critique. Dans Suivre ou développer (2024), S. LATOUCHE affirme vouloir « décoloniser l'imaginaire collectif » de la nécessité de faire croître les revenus à tout prix. D'une certaine manière, la croissance du pouvoir d'achat nous focalise, à un tel point qu'il devient difficile de s'en détacher.


\*

\*

\*

Force est de constater qu'il existe un arbitrage entre court terme et long terme pour déterminer la vocation du pouvoir d'achat (A). Dès lors, certaines politiques peuvent à la fois utiliser le pouvoir d'achat comme outil, pour que'il

Numéro d'inscription 5 0 0 4 7 1

Signature 



Né(e) le 28 / 11 / 2004

Nom S O K O L

Prénom(s) C H A R L E S

19.4 / 20



Épreuve : ESH

Sujet  1 ou  2  
(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille 03 / 03

Numéro de table 007

augmente de façon durable (b).

Les politiques ayant comme unique objectif le pouvoir d'achat peuvent paradoxalement y nuire à long terme, notamment face à la contrainte extérieure en économie mondialisée. L'excès de demande au sein d'une économie, liée par un exemple à un déficit public structurel peut accentuer les déséquilibres extérieurs. Dans La mondialisation n'est pas équilibrée (2014), P. KRUGMAN met en évidence les déficits jumeaux à partir de l'équilibre anglais-ressources. Une économie qui a accumulé les déficits publics pour augmenter son pouvoir d'achat de façon excessive risque de perdre en compétitivité.

$$(S - I) + (T - G) = (X - M)$$

Si  $S = I$ , et  $T - G < 0$ , alors  $X - M < 0$   
Un déficit commercial peut s'expliquer par la valenté excessive d'un Etat d'accroître le pouvoir d'achat, c'est-à-dire un excès de

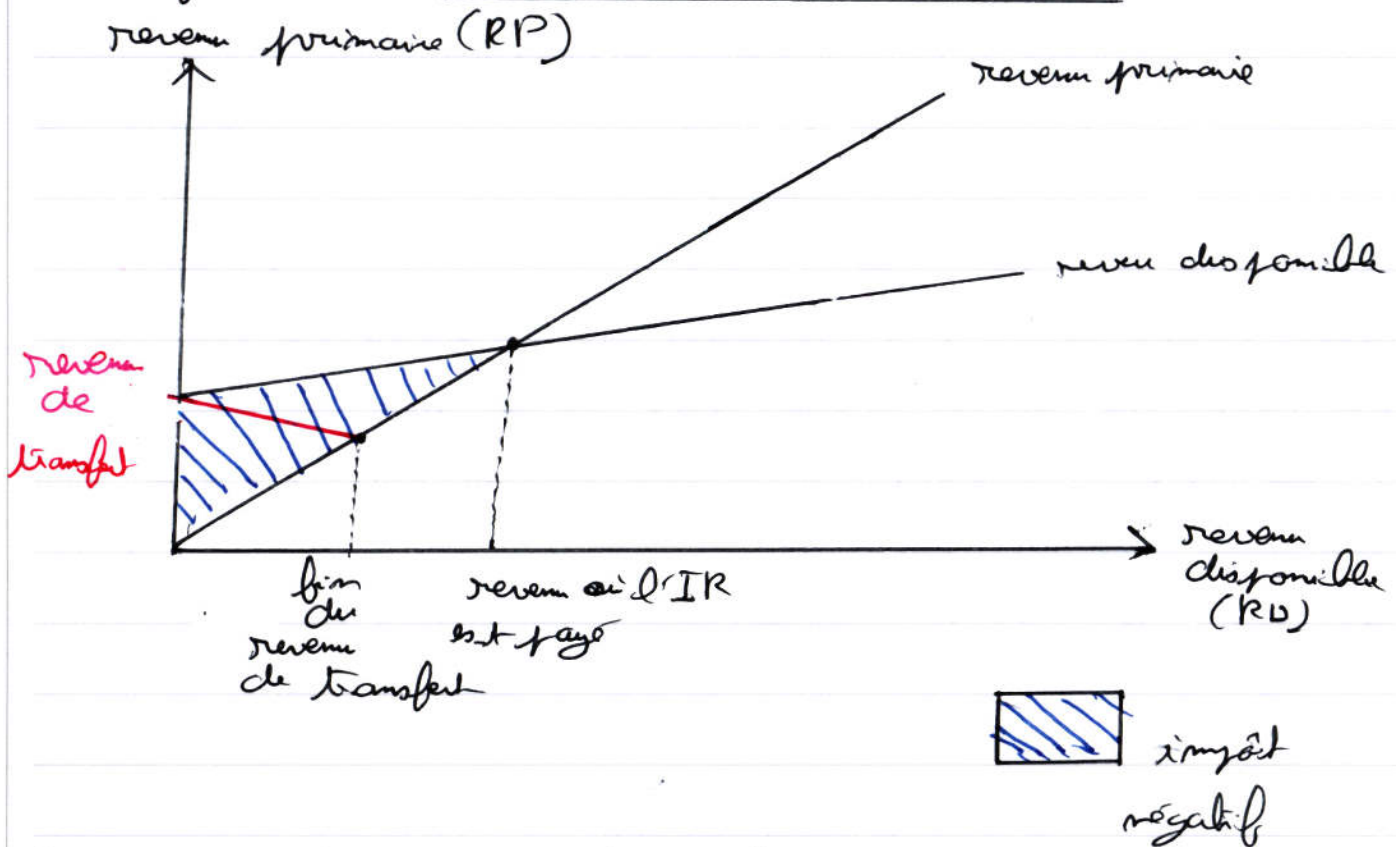
demande. Pour A. BÉNASSY-QUÉRO (« Le SMU actuel est-il ringarde? », 2025), le déficit Commercial des États-Unis s'explique en grande partie par les déficits publics élevés accumulés.

De la même manière que l'excès de pouvoir d'achat à court terme peut créer des déséquilibres, négliger totalement cet outil peut en créer d'autres. Pour D. RODRIK (Nations et globalisation, 2014), l'« hyperglobalisation », dans son but de croissance et de ce à long terme de hausse du pouvoir d'achat, n'est faite au détriment du pouvoir d'achat des classes moyennes. La « Samoa dorée » a favorisé la hausse des inégalités, à travers ce que P. ARTUS (« 40 ans d'austerité nationale »). En ce sens, négliger l'outil du pouvoir d'achat pour faire face à des déséquilibres comme les crises liées à un manque de demande peut les accentuer comme lors de la Grande Dépression des années 1930, où le chômage est monté à 29,9% en 1932, et les salaires ont baissé de près de 30% sur la décennie.

Il est possible de mettre en œuvre des politiques permettant de concilier la vocation

de pouvoir d'achat comme instrument et objectif.  
 Dans Capitalisme et Liberté (1962), M. FRIEDMAN  
 évoque l'idée d'un «impôt négatif». Il  
 s'agit de créer un revenu de transfert pour  
 les chômeurs, qui diminue progressivement, mais que  
 proportionnellement à la hausse du revenu primaire  
 issu du travail. Cela crée alors une incitation au  
 travail, et donc à augmenter durablement le pouvoir  
 d'achat, tout en évitant aux victimes du  
 chômage de tomber dans la précarité par le revenu de  
 transfert.

Principe de «l'impôt négatif»



En 2007, le président N. Sarkozy met ainsi en place la  
 loi TEPA (Travail, Emploi, Pouvoir d'achat) qui supprime  
 d'impôt sur le revenu les Jeunes Supplémentaires. Si  
 la loi a créé en manque à gagner élevé pour  
 les finances publiques, elle s'inscrit dans cette  
 logique d'incitation au travail par favoriser le

pouvoir d'achat.

Des politiques actives de l'emploi comme la flexisécurité danaise rendent ainsi conciliable la vocation de pouvoir d'achat comme instrument et objectif. Pour R. LUYER (*La flexisécurité danaise*, 2011), la forte flexibilité du marché du travail, la fonction des travailleurs et le taux de remplacement élevé de Danemark (75% en moyenne) montre que le pouvoir d'achat est à la fois un instrument (taux de remplacement) et un objectif par l'emploi.

\* \* \*

Dès lors, le pouvoir d'achat est à la fois un instrument, notamment sur le plan conjoncturel, et un objectif sur le long terme. Cet objectif doit être cependant mesuré pour qu'il ne se fasse pas au détriment d'autres pouvant être essentiels à la stabilité et la compétitivité d'une économie.